



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif à la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE pour  
ses installations classées exploitées à Colomiers**

Le préfet de la région Occitanie,  
préfet de la Haute-Garonne,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, L.511-1, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2940 (Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sur support quelconque) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°040 du 11 juin 2012 relatif à la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE à Colomiers, ZAC de Gramont ;

Vu la lettre préfectorale du 17 janvier 2017 prenant acte du bénéfice des droits acquis pour les rubriques n°4510 et 4802 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE relatif à plusieurs modifications des conditions d'exploiter en lien avec le projet « peinture A320 NEO » sur son site de Colomiers, transmis par courriel du 2 août 2022 ;

Vu l'avis favorable du service départemental d'incendie et de secours du 27 décembre 2022 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 1<sup>er</sup> février 2023 ;

Considérant que les modifications réalisées par la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE consistent en la modification de l'atelier peintures A320, l'augmentation du volume de produits stockés dans les deux locaux de stockage de produits neufs, le déplacement de la cuve de gazole et la mise en place de zones de charges de batteries ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux impacts environnementaux et risques pour les tiers ;

Considérant, par conséquent, que les modifications projetées par l'exploitant ne sont pas substantielles au sens de l'article [L. 181-14](#) ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'autorisation environnementale afin d'intégrer les modifications réalisées ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE à Colomiers par lettre du 7 février 2023, notifiée le 14 février 2023 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

Considérant que la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE n'a pas émis d'observations dans le délai imparti ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup> – Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE, SIRET n° 720 802 529 00027, dont le siège social est situé 36 avenue Jean Monnet à Colomiers (31770), et situées à la même adresse, sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

Ces dispositions sont prescrites en complément des prescriptions techniques imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé.

Art. 2. – Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime (**)
2940-2-a	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j	Quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre : 200 kg/j	E
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	499 kg	D
1978.5	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 5. Autres nettoyages de surface, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 2 t/an (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.	15 t/an	D
1978.8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 5 t/an (1) Quantité totale de solvants organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation.	> 25 t/an	D
2910-A.2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la	Chaudières : 3 x 345 kW Groupe électrogène : 363 kW	D

N° de la nomenclature	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime (**)
	<p>Combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	<p>Groupe sprinkler : 119 kW</p> <p>Brûleurs des ateliers de peinture : 12,453 MW</p> <p>Puissance thermique nominale totale : 13,970 MW</p>	
2925.1	<p>Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW</p> <p>(1) Puissance de charge délivrable cumulée de l'ensemble des infrastructures des ateliers.</p>	Puissance de charge totale sur le site : 220 kW	D
4510.2	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	30 t	D

\*\* : E : enregistrement ; D : déclaration

Art. 3. – Le tableau de l'article 3.2.2 (Conduits et installations raccordées) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

N° de conduits (cf. plan annexé)	Installations raccordées	Hauteur de rejet *	Diamètre (m)	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse d'éjection en m/s	Dispositif de traitement des rejets
Atelier A320						
N° 20-21-22-23	Cabine d'application et de séchage peinture Ligne 1 (modules 1 et 2)	15,94 m	1,2	100 000 par module	> 8 m/s si débit > 5000 m³/h, > 5 m/s sinon	Filtres secs
N° 24-25	Cabine d'application de peinture Ligne 2 (module 3)	15,94 m	1,2	100 000 par module		Filtres secs
N° 16	Tunnel de séchage Infrarouge C	> 10 m	1	9500		Filtres secs
N° 17	Local de préparation des peintures	> 10 m	0,4	2100		Filtres secs
N° 18-19	2 cabines de ponçage A, B	> 10 m	1,05	61000		Filtres secs

Atelier A350						
N° 7-8-9-10	Cabine de peinture	> 10 m	1,1 1	48000 36000	> 8 m/s si débit > 5000 m³/h, > 5 m/s sinon	Filtres secs
N°11-12	Tunnel séchage	> 10 m	0,9	27300		Filtres secs
N°13	Local de préparation des peintures	> 10 m	0,45	3000		Filtres secs
N°14-15	Cabines de ponçage	> 10 m	1,1 x 1,1	79000		Filtres secs

\* : les hauteurs de rejet doivent respecter les dispositions des articles 52 à 56 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.

Art. 4. – Le tableau de l'article 4.1.1 (Origine des approvisionnements en eau) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)
Réseau public	Colomiers	7000

Art. 5. – Le tableau de l'article 5.1.8 (déchets produits par l'établissement) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantités moyennes annuelles
Déchets non dangereux	Papiers, cartons, matériaux non souillés...	600 tonnes
Déchets dangereux	Produits périmés, boues de peinture, matériaux souillés, filtres, huiles et carburants usagés, etc.	120 tonnes

Art. 6. – L'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

"Article 7.6.4. Protection des milieux récepteurs – confinement des eaux

Les eaux d'extinction déversées à l'intérieur des bâtiments sont récupérées par les volumes suivants :

- pour le bâtiment principal du site, par les volumes de rétention des fosses des cabines de peinture et de ponçage, ce qui représente un volume de 810 m³ ;
- pour la partie extension (atelier A350), par les volumes de rétention des cabines de peinture, ponçage et séchage, ce qui représente un volume d'environ 940 m³.

Le confinement sur site des eaux d'extinction déversées à l'extérieur des bâtiments, et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées, est réalisé par un bassin de rétention enterré de 500 m³. Les voiries au sud et à l'ouest du bâtiment principal permettent la rétention d'environ 300 m³.

Le réseau pluvial est équipé de dispositifs d'obturation (vannes, obturateurs gonflables, etc.) permettant d'obturer, en cas d'incendie, tous les points de rejets du site vers l'extérieur et de diriger les eaux vers ce bassin enterré.

Ces différents modes de récupération des eaux sont mentionnés dans les procédures prévues par l'article 7.3.1 du présent arrêté ; leur mise en œuvre est testée sous 6 mois après la signature du présent arrêté (dont la mise en œuvre du bassin de rétention enterré), puis au moins annuellement, avec consignation des exercices et des tests effectués dans un registre.

Les volumes de rétention sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service

doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

La vidange des rétentions doit suivre les principes imposés par l'article 4.3.10. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. "

Art. 7. – L'article 8.1.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

"L'atelier peinture A350 abritant les cabines d'application de peinture, de séchage et de ponçage présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ossature (ossature verticale et charpente de toiture) E30 (stable au feu de degré ½ heure) si la hauteur sous pied de ferme n'excède pas 8 mètres et E60 (stable au feu de degré 1 heure) si la hauteur sous pied de ferme excède 8 mètres ou s'il existe un plancher haut ou une mezzanine ;
- plancher haut ou mezzanine EI60 (coupe-feu de degré 1 heure) ;
- murs extérieurs et portes E30 (pare-flamme de degré ½ heure) ;
- couverture sèche constituée exclusivement en matériaux A2 ou couverture constituée d'un support de couverture en matériaux de classe A1 ou A2 s1 d1, et d'une isolation et d'une étanchéité en matériaux classés C non gouttants, à l'exception de la surface dédiée à l'éclairage zénithal et aux dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion.

Les portes des cabines de peinture sont munies de ferme-portes ou de dispositifs assurant leur fermeture automatique.

Par ailleurs, les installations d'application de peinture sont situées dans des cabines constituées de matériaux de classe A1 (incombustible) ou A2 s1 d1 selon la norme NF EN 13 501-1.

Afin de ne pas aggraver les effets d'un incendie, les installations d'application de peinture sont séparées des installations stockant des matériaux ou des produits inflammables et des bâtiments ou locaux abritant des bureaux ou des lieux dont la vocation n'est pas directement liée à l'exploitation de l'installation :

- soit par une distance d'au moins 10 mètres entre les locaux si ceux-ci sont distincts ;
- soit par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Les portes sont EI60 (coupe-feu de degré 1 heure) et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique."

Art. 8. – L'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

"Conformément aux dispositions de l'article 7.4.1. et de l'article 7.4.2. du présent arrêté, les installations doivent être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un système de détection incendie avec report d'alarme exploitable rapidement ;
- d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage protégeant le bâtiment contenant les cabines de peinture ainsi que l'intérieur des cabines de peinture et les cheminées d'extraction. Le système de ventilation des cabines de peinture A320 est asservi au passage d'eau en cas de déclenchement du sprinklage.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Une vanne de barrage est par ailleurs présente en amont de l'alimentation en gaz des brûleurs des cabines de peinture."

Art. 9. – Il est inséré un chapitre 8.4 à l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé :

**"CHAPITRE 8.4 ATELIERS DE CHARGE D'ACCUMULATEURS**

L'exploitant veille à ce qu'aucun local ou zone de charge n'ait une puissance unitaire de courant continu utilisable pour les opérations de charge des batteries supérieure à 50 kW.

Pour les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925, accumulateurs (ateliers de charge de), et dont la puissance maximum de courant continu utilisable pour cette opération est supérieure à 10 kW, l'exploitant doit respecter les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié."

Art. 10. – Le tableau de l'article 9.2.1 (Surveillance des émissions atmosphériques) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

Tous les conduits visés à l'article 3.2.2	Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup> sur gaz secs	Périodicité du contrôle
Poussières	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ 100 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est inférieur ou égal à 1 kg/h</li> <li>♦ 40 mg/m<sup>3</sup> si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h</li> </ul>	<p>Tous les ans, sauf :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les cabines de peinture (n°7, 8, 9, 10, 20, 21, 22, 23, 24 et 25) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 3 ans ;</li> <li>- pour les cabines de ponçage A320 (n°18 et 19) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 2 ans ;</li> <li>- pour la cabine de ponçage A350 (n°14 et 15) pour lesquelles au moins un conduit est vérifié tous les ans ET tous les conduits sont vérifiés au bout de 2 ans.</li> </ul> <p>Résultats tenus sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
COVNM	<ul style="list-style-type: none"> <li>♦ 110 mg/m<sup>3</sup> pour la préparation des peintures</li> <li>♦ 75 mg/Nm<sup>3</sup> pour l'application de peintures</li> <li>♦ 50 mg/Nm<sup>3</sup> pour le séchage de peintures</li> </ul>	
COV spécifiques	cf. article 3.2.3 du présent arrêté	

Art. 11. – L'article 9.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 juin 2012 susvisé est remplacé par :

**"ARTICLE 9.2.3 RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU .**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé périodiquement, au moins hebdomadairement, voire quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, et les résultats sont enregistrés et archivés."

Art. 12. - Concernant la défense incendie, l'exploitant doit respecter les dispositions complémentaires suivantes :

Art. 12.1. - Deux aires de mise en station des moyens aériens doivent être implantées à proximité des points d'eau incendie. Ces aires sont matérialisées par un marquage au sol et doivent rester libres de tout stationnement en toutes circonstances. Elles doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- longueur 10 m et largeur 4 m ;
- distance de la façade comprise entre 1 m et 8 m maximum ;
- force portante suffisante pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum ;
- résistance au poinçonnement : 80 N/cm<sup>2</sup> sur une surface maximale de 0,20 m<sup>2</sup>.

Art. 12.2. - Une inspection visuelle des fosses, un entretien des bordures et des seuils de rétention sont réalisés annuellement. Si des réparations sont à prévoir, elles doivent être réalisées dans le plus brefs délais. Le résultat de cette inspection est retranscrit sur le registre de sécurité.

Art. 12.3. - A minima deux exercices d'évacuation sont réalisés par an, afin de tester la bonne réaction des personnels en cas de départ de feu, d'évacuation et d'accueil des secours. Si possible, un exercice est réalisé hors heures ouvrables, la nuit ou le week-end.

Art. 12.4. - L'exploitant met à la disposition des secours, dans une boîte métallique rouge fermée au moyen d'un triangle de 12 mm les documents suivants :

- plans du site au format A3 plastifié avec indication des principales zones à risques ;
- plans des réseaux avec implantation des points d'eau incendie (PEI) et des commandes de désenfumage ;
- coordonnées de toutes les personnes ressources en cas de sinistre (directeur/directrice, cadre d'astreinte, cadres techniques, chef-fe-s d'ateliers...).

Art. 13. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 14. – Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.



Art. 15. – Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <https://www.telerecours.fr/>.

Art. 16. – Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de Colomiers et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de Colomiers pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 17. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne et le maire de Colomiers sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société GOODRICH AEROSPACE EUROPE.

Fait à Toulouse, le 15 MARS 2023

Pour le préfet  
et par délégation :  
Le secrétaire général  
Serge JACOB